

Laboratoire de recherche sur les pratiques et les politiques sociales

CAHIERS DU LAREPPS

No 11-03

**Le *mapping* de l'économie sociale et solidaire :
quelques enjeux**

**par
Yves Vaillancourt**

**École de travail social
Université du Québec à Montréal**

**© LAREPPS/UQÀM
avril 2011**

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives nationales du Québec, 2011

Dépôt légal – Bibliothèque et Archives Canada, 2011

ISBN 978-2-922879-37-7 (version imprimée)

ISBN 978-2-922879-38-4 (version pdf)

ISSN 1490-8069 (Cahiers du LAREPPS)

AVANT-PROPOS

Yves Vaillancourt, chercheur régulier de l'équipe Économie sociale, santé et bien-être (ESSBE), membre du Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale solidaire (RIPESS) et membre du Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ), présente, dans ce *Cahier du Larepps*, une chronique qu'il a écrite pour la revue latino-américaine d'économie sociale et solidaire, *La Otra Economía*, de mars 2011 (Voir <http://www.riless.org/otraeconomia/Vaillancourt7.pdf>).

En tenant compte des enseignements tirés pour établir des portraits nationaux de l'économie sociale et solidaire (ESS) au Brésil et en Argentine, il dresse un premier bilan à chaud de certaines démarches de recherche effectuées au Québec et au Canada pour établir des portraits de l'économie sociale et solidaire. À cet effet, il s'appuie principalement sur ce qu'il a observé et appris en participant à deux expériences de recherche partenariale sur l'économie sociale, celle de l'Alliance de recherche universités communautés (ARUC) en économie sociale, au Québec, au cours des dix dernières années, et celle du comité sur les politiques publiques du Centre canadien de recherche sur l'économie sociale (<http://www.socialeconomyhub.ca/>), au cours des cinq dernières années.

TABLE DES MATIÈRES

Avant-propos.....	iii
Le <i>mapping</i> de l'économie sociale et solidaire : quelques enjeux.....	1
Pourquoi réfléchir sur les enjeux de la cartographie?.....	1
Une référence latino-américaine qui stimule notre réflexion.....	2
Bilan de l'expérimentation québécoise et canadienne.....	3
La période des années 2000-2005.....	3
La période des années 2006-2011.....	4
Au début, on rêve de faire un portrait au singulier.....	5
Avec le temps, on fait des portraits au pluriel.....	5
Conclusion.....	7
Références.....	8

Le *mapping* de l'économie sociale et solidaire : quelques enjeux

À la demande de la direction de *La Otra Economía*, j'ai accepté avec empressement d'écrire, dans chaque numéro de la revue, une chronique sur l'économie sociale et solidaire (ESS) en Amérique du Nord. Pour ma première chronique, j'ai pensé livrer quelques réflexions sur les enjeux du *mapping* de l'ESS en tirant quelques enseignements des expériences de cartographie que nous avons connues ces dernières années au Québec et au Canada dans nos équipes de recherche en partenariat sur l'ESS.

À cet effet, je compte faire trois choses dans le texte qui suit. D'abord, rappeler le contexte dans lequel la question du *mapping* a piqué ma curiosité. Puis, expliquer pourquoi une récente contribution latino-américaine peut stimuler notre réflexion sur le portrait de l'ESS au Canada. Enfin, présenter un bilan et les enseignements des expérimentations au Québec et au Canada dans le domaine de la cartographie au cours de la dernière décennie.

Pourquoi réfléchir sur les enjeux de la cartographie?

Il y a longtemps que la question du *mapping* m'intrigue (Vaillancourt, 2008: 24-28). Mais l'idée de me pencher à nouveau sur cette question m'est venue récemment à l'occasion de la lecture et de la discussion d'un texte substantiel sur la cartographie de l'ESS en Amérique latine et dans les Caraïbes. Il s'agit d'un texte de José Luis Coraggio, Maria Ines Arancibia et Maria Victoria Deux, *Guia para el Mapeo y Relevamiento de la Economía Solidaria en Latinoamérica y Caribe* (Coraggio, Arancibia et Deux, 2010). Ce guide a été produit à la demande et à l'intention du Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale solidaire latino-américain et Caraïbes (RIPESS LAC). J'ai eu l'occasion de m'en procurer un exemplaire lors de ma participation, en décembre 2010, à la Troisième Rencontre internationale du RIPESS, à Buenos Aires. Toutefois, c'est seulement à la fin de février 2011 que j'ai eu la chance de lire attentivement ce texte dans le but de préparer une intervention que je devais faire sur les enjeux de l'ESS en Amérique latine aux membres du conseil d'administration du Groupe d'économie solidaire du Québec (GESQ) lors d'une réunion tenue le 2 mars 2011. À la suite de ma présentation du texte de Coraggio *et al.* (2010), j'ai eu des échanges stimulants avec les membres du conseil d'administration. Ces échanges ont porté sur les enjeux reliés au *mapping* et aux différentes façons de le concevoir en Amérique du Nord, en Amérique latine et ailleurs dans le monde.

Nos discussions nous ont rappelé que le thème de la cartographie avait occupé une place importante dans certaines activités du RIPESS au cours des trois dernières années. Par exemple, il en a été beaucoup question au conseil d'administration du RIPESS international tenu à Montevideo, en octobre 2008, en lien avec la Troisième conférence régionale du RIPESS LAC. En outre, on en a parlé considérablement dans des ateliers et assemblées tenus dans le cadre de la Quatrième Conférence internationale du RIPESS qui a eu lieu au Luxembourg, en avril 2009. Enfin, la question est de nouveau à l'ordre du jour de la réunion du conseil d'administration du RIPESS international, à Paris, en mars 2011. En effet, un projet de *mapping* international devrait y être discuté à partir d'une proposition du Canada et pourrait bénéficier d'un financement canadien. (Je m'exprime ici au conditionnel parce que, au moment d'écrire ces lignes, le GESQ dispose de peu d'information sur cette proposition.) Néanmoins, nous avons le goût de participer au

débat sur cette question en partant de bilans critiques des acquis et difficultés rencontrés dans des expériences concrètes de *mapping* de l'ESS qui ont été vécues au cours des dernières années au Canada, en Amérique latine, en Europe et ailleurs.

Je le dis carrément, personnellement, j'aurais peur des projets ambitieux de *mapping* de l'ESS dans un pays, un continent qui ne partiraient pas de bilans critiques des projets antérieurs. C'est la raison pour laquelle je suis d'avis que, dans la réflexion que nous avons à faire sur l'expérience canadienne, nous avons des enseignements à tirer des bilans analogues réalisés ailleurs, notamment en Amérique latine.

Une référence latino-américaine qui stimule notre réflexion

La démarche effectuée par Coraggio, Arancibia et Deux (2010) aurait avantage à être diffusée au Québec et au Canada. C'est un point de référence stimulant qui nous encourage à développer notre propre bilan. Justement, ce que j'ai trouvé intéressant en lisant ce document, c'est de constater qu'il partait d'un bilan de diverses expériences latino-américaines de *mapping* et d'une réflexion critique basée sur ces expériences, avant de proposer un guide conceptuel et méthodologique qui pourrait être utilisé dans d'autres pays de la région RIPPSS LAC.

Mon propos ici n'est pas de faire une présentation détaillée du guide de Coraggio, Arancibia et Deux (2010), mais plutôt d'en tirer des enseignements sur le plan de *la méthode* à mettre de l'avant dans l'élaboration de nos bilans québécois et canadiens concernant le *mapping* de l'ESS. À cet égard, je retiens que, pour mieux définir les paramètres d'un projet de *mapping* de l'ESS faisable, pertinent et mobilisateur, dans un pays ou un continent, il importe de commencer par examiner, avec rigueur et sans complaisance, les forces et faiblesses des expériences de *mapping* développées dans le passé en cherchant à en tirer des enseignements utiles pour l'avenir.

C'est ainsi que la partie centrale du document de Coraggio, Arancibia et Deux commence par la présentation d'un résumé substantiel et critique portant sur trois expériences de cartographie faites dans la région LAC au milieu des années 2000.

En effet, la section II du document (2010: 17-34) examine et compare les trois projets d'inventaire suivants:

- el *Censo de informacion economica sectorial de cooperativas y mutuales* effectué en 2007, en Argentine, par l'Instituto Nacional de Asociativismo y Economia Social (INAES) y la Universidad de Tres de Febrero. Cet inventaire a permis de dresser un portrait dans lequel on retrouve 4902 coopératives et mutuelles;
- la *Encuesta a Emprendimientos Socioeconomicos Asociativos* effectuée en Argentine, de 2005 à 2007, par l'Universidad Nacional General Sarmiento (UNGS) et le Ministerio de Desarrollo Social de la Nacion. Cet inventaire a permis de faire le portrait de 611 *Emprendimientos asociativos mercantiles*, de 238 *Emprendimientos asociativos no mercantiles* et 50 *empresas recuperadas*;
- le *Mapeamento da Economia Solidaria* réalisée au Brésil, de 2005 à 2006, par le ministère du Travail et le Secrétariat national de l'économie solidaire. Cet

inventaire a permis de dresser le portrait de 21 578 “initiatives économiques solidaires”.

La comparaison des trois projets est riche en information sur leur contexte politique d'émergence, le contour de l'objet d'étude retenu, les caractéristiques des méthodologies privilégiées, les difficultés rencontrées et les résultats atteints. Au terme de cette comparaison, en passant trop rapidement, selon moi, sur les conditions de réussite pour dépasser les difficultés (Coraggio *et al.*, 2010:32), le document propose un guide élaboré pour faire le portrait et le relevé de l'économie populaire solidaire (EPS) — c'est-à-dire un objet distinct de l'ESS —, en s'inspirant à la fois de la conceptualisation du concept d'EPS dans la Constitution de 2008 de l'Équateur et en empruntant des éléments à deux des trois modèles examinés. Les deux cas de cartographie retenus sont celui de l'Universidad Nacional General Sarmiento en Argentine et le modèle brésilien, c'est-à-dire deux modèles qui font appel à la cueillette et à l'analyse de données à la fois quantitatives et qualitatives, voire évaluatives, concernant l'ESS. Il s'agit en outre de deux exemples dans lesquels la participation des acteurs de l'ESS est recherchée, ce qui tend à donner à l'enquête une allure de processus de conscientisation. Je tiens pour acquis qu'il sera intéressant de suivre la suite des débats sur le document de Coraggio, Arancibia et Deux (2010) dans les instances démocratiques du RIPESS LAC et ailleurs dans les milieux concernés par l'ESS.

Bilan de l'expérimentation québécoise et canadienne

En attendant de connaître la suite des débats sur la cartographie de l'ESS dans le RIPESS LAC et en Amérique latine, il m'apparaît pertinent de réfléchir davantage sur l'expérimentation québécoise et canadienne en essayant d'en tirer quelques enseignements. Évidemment, dans ce texte, je n'ai ni le luxe ni la prétention d'aller le moins en profondeur. Je me contente de partager quelques informations et pistes de réflexion en souhaitant donner le goût à d'autres collègues chercheurs et partenaires québécois et canadiens d'ajouter leur contribution. J'espère que mon apport offrira matière à réflexion aux chercheurs et acteurs latino-américains qui s'intéressent à ces questions.

Pour faire l'examen des expériences québécoises et canadiennes relatives à la cartographie, je distingue deux périodes au cours de la décennie 2000.

La période des années 2000-2005

Cette période correspond à la première phase de l'Alliance de recherche université communauté en économie sociale (ARUC-ES) pendant les années 2000-2005. Le financement de l'ARUC-ES permettait de faire de la recherche partenariale sur l'ESS au Québec pendant une première phase de cinq ans grâce à un financement d'un million de dollars provenant du Conseil de recherches en sciences humaines (CRSH) du Canada. Dans le modèle organisationnel que nous avons retenu pour baliser le partage des responsabilités dans l'ARUC-ES, il y avait huit axes qui regroupaient des chercheurs et des partenaires socioéconomiques. Parmi ces axes, six étaient thématiques et deux étaient transversaux.

Parmi les axes transversaux, il y en a un qui, justement, avait le mandat de recueillir des données pour faire le portrait de l'ESS dans l'ensemble du Québec. Au début, les responsables de cet axe sur la cartographie étaient optimistes et convaincants concernant leur capacité de faire *le* portrait de l'ensemble des entreprises et organisations de l'ESS dans l'ensemble du Québec. Mais, en cours de route, cet optimisme a connu un certain essoufflement au contact de difficultés de réalisation qui avaient été sous-estimées, notamment l'établissement d'un consensus sur une définition de l'ESS et sur une méthodologie particulière de cueillette de données. À la fin du premier cycle de cinq ans, lorsque le financement de l'ARUC-ES a été renouvelé pour un autre cycle de cinq ans, une réorganisation des axes a été faite et, dans cette reorganization, l'axe sur la cartographie a disparu.

Pendant la même période, sur la scène canadienne, dans un contexte où la terminologie de l'ESS n'est pas encore très connue et utilisée en dehors du Québec, on peut noter le déploiement d'un important projet de cartographie qui est coordonné par un organisme à but non lucratif, Imagine Canada, financé par le gouvernement fédéral à partir du VSI (Voluntary Sector Initiative) et réalisé par Imagine Canada et sept associations de la société civile parmi lesquelles on trouve l'ARUC-ES au Québec. Cette vaste recherche s'est déroulée de 2002 à 2005. Elle ne portait pas formellement sur les entités de l'ESS, mais officiellement sur les organismes à but non lucratif et bénévoles et mettait à contribution un cadre conceptuel et une méthodologie fortement empruntés à la recherche internationale de la John's Hopkins University. Cette recherche s'est intéressée — *de facto*, mais non officiellement — aux composantes non marchandes de l'ESS. Cela signifie que les composantes marchandes de l'ESS sont exclues de l'objet d'étude, dont une partie importante des coopératives. Ce projet de cartographie a été mené à terme et a donné lieu à des publications importantes comme Statistique Canada (2004) et Hall *et al.* (2005). Au cours de sa réalisation, avantage par l'appui du gouvernement fédéral canadien, ce projet a réussi, en effet, à susciter la collaboration d'une institution nationale comme Statistique Canada. D'ailleurs, depuis ce temps, Statistique Canada décidé d'ajouter dans son dispositif un système de cueillette de données permanentes qui vise à mesurer la part du secteur sans but lucratif dans le produit intérieur brut (PIB) global. C'est ce qui s'appelle le *Compte satellite des institutions sans but lucratif et du bénévolat* sur le site de Statistique Canada¹.

(Voir <http://www.statcan.gc.ca/nea-cen/list-liste/npiv-nblb-fra.htm>.)

La période des années 2006-2011

Cette période correspond à la deuxième phase de l'ARUC-ES au Québec et à l'époque des équipes de recherche partenariales en économie sociale soutenues pour travailler dans six régions canadiennes pendant cinq ans, soit de 2006 à 2011. Au cours de ces années, les chercheurs ont bénéficié d'un financement spécial de cinq millions de dollars octroyés, en 2005, par le gouvernement fédéral libéral dirigé par Paul Martin, pour

¹ Pendant la même période, au sein de l'appareil administratif du gouvernement du Québec, deux dispositifs font l'inventaire technique d'une partie de l'ESS définie de manière large, mais sans le dire officiellement. Il s'agit, d'une part, du dispositif qui relève les données concernant les coopératives et mutuelles et, d'autre part, du dispositif qui touche ce que l'on appelle, au Québec, « les organismes communautaires autonomes » qui entretiennent des interfaces avec l'État québécois (Vaillancourt, 2008).

soutenir la recherche partenariale dans le domaine de l'économie sociale, à l'intérieur d'une politique publique plus globale de 132 millions de dollars pour soutenir l'économie sociale. Heureusement, les fonds attribués pour la recherche ont été administrés par le CRSH, ce qui a permis de les sauvegarder après la défaite du gouvernement de Martin et l'arrivée du gouvernement conservateur de Stephen Harper, en janvier 2006. Le financement de la recherche a permis de soutenir à la fois les six équipes régionales, appelées *nodes*, et une structure de coordination légère. Cette infrastructure nationale était située à l'Université de Victoria et identifiée en anglais sous le nom de « Canadian Social Economy HUB ». (Voir <http://www.socialeconomyhub.ca/>.) Ce projet de recherche est maintenant terminé, mais certaines composantes du dispositif ont trouvé ou cherché le moyen de trouver du financement pour continuer leurs activités ou une partie d'entre elles.

En ce qui concerne les tentatives de faire le portrait de l'ESS déployées à partir du HUB national et des six *nodes* régionaux, pendant la deuxième moitié des années 2000, je considère qu'il y a eu deux étapes. Dans la première étape, on a rêvé de pouvoir faire un portrait unique et intégré de l'ensemble de l'ESS au Canada. Dans la deuxième, devant les difficultés, on s'est rabattu sur des projets de portraits plus modestes et réalistes, ce qui a donné un ensemble de réalisations riche mais fragmenté.

Au début, on rêve de faire un portrait au singulier

Ma *première observation* a trait à la mise sur pied, par le HUB et les six *nodes*, en 2006, d'un comité de travail national comprenant des partenaires et chercheurs provenant de chacune des six régions canadiennes pour travailler sur le portrait de l'ESS dans l'ensemble du Canada. Au début de la mise sur pied de ce comité, le projet de cartographie suscitait beaucoup d'attentes et d'enthousiasme au sein des équipes régionales et de la coordination nationale. L'objectif était ambitieux, voire quelque peu irréaliste. Il s'agissait ni plus ni moins de dresser un portrait de l'ensemble de l'ESS dans tout le Canada. Mais, à la suite de quelques réunions souvent téléphoniques, le groupe de travail a commencé à déchanter lorsqu'il a pris acte des nombreux obstacles difficiles à surmonter. Il devenait évident que le travail ne pouvait pas avancer de la manière prévue. En plus de problèmes liés à ce genre de comité national — instabilité du comité liée à la rotation des participants d'une réunion à l'autre et absence de budget spécifique attribué au comité pour entreprendre des travaux de recherche —, le travail à effectuer était plus complexe et exigeant que ce qui avait été entrevu au départ. Les chercheurs et partenaires socioéconomiques des diverses régions voulaient tous faire du *mapping*, mais pas de la même manière, ni sur le même objet, ni avec la même définition de l'ESS, ni avec la même méthodologie, ni avec les mêmes objectifs. Les consensus devenaient difficiles à construire. Au bout de deux années, le comité de travail sur la cartographie a pris acte de l'impasse et cessé de fonctionner. Cela ne voulait pas dire que les projets concernant la cartographie allaient pour autant disparaître dans les réseaux de recherche partenariale concernés. Cependant, ils allaient devoir prendre une nouvelle forme.

Avec le temps, on fait des portraits au pluriel

Ma *deuxième observation* a trait au fait que de nouveaux projets de cartographie de l'ESS davantage modestes, partiels, sectoriels et pluriels ont émergé et ont été réalisés dans les

réseaux canadiens de recherche partenariale. Avec le temps, ces projets ont remplacé le grand rêve initial du projet de portrait unique qui avait essuyé un échec. Ce constat ressort dès que l'on examine les inventaires des projets spécifiques de recherche financés dans les divers réseaux de recherche régionaux et le HUB au cours des années 2006-2010. Dans un relevé daté du mois d'août 2008 et préparé par le Canadian Social Economy Research Partnerships HUB (2008 : 47-60), il est possible de dresser une liste d'une soixantaine de projets classifiés comme faisant partie du *mapping* de l'économie sociale. Certes, ces projets n'ont pas tous été menés à terme. Mais un nombre significatif d'entre eux l'ont été et cela a donné lieu à plusieurs publications. Comparativement au rêve initial, ces projets de portraits sont davantage modestes, partiels et ciblés. Le plus souvent, ces projets et les productions qui s'y rattachent portent:

- sur une partie de l'ESS (par exemple, les coopératives);
- sur un territoire restreint (par exemple, dans une ville ou dans une sous-région administrative d'une province canadienne donnée);
- sur l'ESS concernant les communautés autochtones, les jeunes, les personnes immigrantes, etc.;
- sur les interfaces entre l'ESS et des pratiques et politiques socioéconomiques et socioculturelles dans un secteur donné (par exemple, dans le domaine des banques alimentaires ou des services aux personnes âgées et aux personnes handicapées).

Je n'ai nullement la prétention de pouvoir évaluer ces diverses initiatives et publications. Cependant, je sais que plusieurs d'entre elles sont de qualité et ont une portée exemplaire. C'est le cas au Québec pour certains inventaires territoriaux concernant l'ESS dans certaines régions comme celle de Montréal (Chaire de recherche du Canada en économie sociale, 2008) et la région de Chaudière-Appalaches (Comeau, 2009).

Toutefois, en dépit de la grande richesse et de la pertinence des recherches sur la cartographie de l'ESS, il n'en demeure pas moins qu'elles constituent un *ensemble hétérogène*, voire disparate, dans lequel les morceaux ne sont pas harmonisables les uns avec les autres et ne peuvent pas, conséquemment, être additionnés pour construire un tout agrégé.

L'hétérogénéité des diverses contributions à la cartographie de l'ESS s'explique par divers facteurs :

- certaines contributions font appel à des définitions plus restreintes et d'autres à des définitions plus larges de l'ESS;
- certaines impliquent le recours à des méthodologies plus légères et d'autres à des méthodologies plus lourdes;
- certaines s'intéressent seulement à l'ESS marchande, d'autres à l'ESS non marchande. D'autres à l'ESS marchande et non marchande;
- certaines se limitent à dresser un portrait quantitatif et technique de l'ESS (par exemple, une liste d'organisations et une compilation du nombre d'emplois à temps plein concernés), d'autres à établir des portraits à la fois quantitatifs et qualitatifs impliquant une évaluation critique des initiatives étudiées;

- certaines contributions de recherche ont bénéficié, au moment de leur réalisation, du soutien d'un environnement politique plus favorable, d'autres d'un environnement moins favorable. Pour se rendre compte de l'importance de cette variable, il suffit, au Canada, de rappeler les implications pour la recherche de l'arrivée d'un gouvernement fédéral conservateur et hostile au développement de l'ESS, comme ce fut le cas en janvier 2006, au moment de l'arrivée au pouvoir du gouvernement conservateur de Harper. Ce changement de gouvernement ne représente pas un élément de contexte facilitateur pour les projets qui ont besoin d'entretenir des interfaces constructives avec l'État fédéral².

En somme, si on résume l'expérience québécoise et canadienne de la cartographie de l'ESS, on peut dire, en prenant le risque de simplifier, que nous sommes passés du rêve de faire du *mapping* au singulier à la réalité d'en faire au pluriel. En clair, à l'heure actuelle, nous ne disposons pas d'un portrait global et unique de l'ESS au Québec et nous sommes encore plus loin de la capacité de dresser un portrait de l'ESS au Canada.

Conclusion

L'expérience québécoise et canadienne examinée dans ce texte représente certainement une grande richesse. Elle comporte des acquis et réussites qui cohabitent avec des difficultés et des échecs. Elle offre des points d'appui précieux dans une démarche de réflexion critique sur les conditions à rassembler pour de nouveaux projets de cartographie plus ambitieux, solides et faisables qui renoueraient avec l'objectif de faire un jour un portrait compréhensif et intégré de la totalité de l'ESS au Québec et au Canada. Mais, pour aller dans une telle direction, il importe de ne pas chercher à aller trop vite en sautant des étapes et en se fermant les yeux devant les difficultés du passé. Comme les expériences de recensement de l'ESS menées dans d'autres pays et continents, celles que nous avons menées au Québec et au Canada au cours des dernières années constituent un laboratoire dans lequel on trouve un ensemble d'acquis, de semi-réussites, de difficultés et d'échecs. Pour avancer dans l'élaboration de nouveaux projets pertinents, ambitieux et faisables dans les années à venir, nous avons besoin d'examiner sans complaisance non seulement nos acquis et nos réussites, mais aussi nos difficultés et nos échecs. Nous avons besoin aussi de connaître les bilans des efforts déployés dans d'autres pays et continents, notamment en Amérique latine et en Europe (Bouchard, 2009). J'ai la conviction que c'est en réfléchissant à partir de nos difficultés autant que de nos acquis que nous avons la possibilité à la fois d'améliorer nos pratiques futures dans le domaine de la cartographie de l'ESS et d'apporter une meilleure contribution aux échanges avec nos alliés sur le plan de l'action et de la recherche en ESS dans d'autres continents et d'autres pays, dont ceux de l'Amérique latine et les Caraïbes.

² En lisant le document de Coraggio, Arancibia et Deux (2010) et à partir de la comparaison des trois cas de cartographie qui sont examinés, il m'est arrivé de penser que le projet brésilien, pourtant très ambitieux, avait bénéficié d'un environnement politique favorable à l'économie solidaire – le gouvernement fédéral de Lula, au pouvoir pendant deux mandats de quatre ans.

RÉFÉRENCES

- Bouchard, Marie J. (sous la direction de) (2009). *The Worth of the Social Economy. An International Perspective*, Bruxelles, Peter Lang, 268 p.
- Chaire de recherche du Canada en économie sociale (2008). *Portrait statistique de l'économie sociale sur l'Île de Montréal*, Montréal, UQAM.
- Canadian Social Economy Research Partnerships HUB (2008). *Analysis of projects*, 28 août 2008, Victoria, University of Victoria, texte miméo, 85 p.
- Comeau, Yvan (2009). *Réalités et dynamiques régionales de l'économie sociale. La Capitale-Nationale et Chaudière-Appalaches*, Montréal, Éditions Vie Économique, 240 p.
- Coraggio, Jose Luis, Arancibia, Maria Inés y Maria Victoria Deux (2010). *Guia para el Mapeo y Relevamiento de la Economía Popular Solidaria en Latinoamérica y Caribe*, Ediciones Nova Print S.A.C., GRESP – RIPESS LAC – RILESS, Lince, Peru, Novembre 2010, 88 p.
- Hall, Michael H., Barr, Cathy W., Easwaramoorthy, S. Wojciech et Lester M. Salamon (2005). *The Canadian Nonprofit and Voluntary Sector in Comparative Perspective*, Toronto, Imagine Canada et Johns Hopkins University, 39 p.
- Statistique Canada (2004). *Force vitale de la collectivité. Faits saillants de l'Enquête nationale auprès des organismes à but non lucratif et bénévoles*, Enquête menée par Statistiques en collaboration avec huit organisations de la société civile dont Imagine Canada et l'ARUC en économie sociale, Ottawa, Statistique Canada, no 61-533-XPF au catalogue, 82 p. Voir www.statcan.ca.
- Vaillancourt, Yves (2008). *L'économie sociale au Québec et au Canada : configurations historiques et enjeux actuels*, Cahiers du LAREPPS, no 08-07, Montréal, Université du Québec à Montréal, octobre 2008, 59 p.
http://www.larepps.uqam.ca/Page/Document/pdf_transversal/cahier08_07.pdf.